



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Grèce :

un "accord préventif"

contre-révolutionnaire

N°97 - Avril 2010 - 2 Euros



Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Grèce : un « accord préventif » contre-révolutionnaire.

Le 25 mars, les chefs d'Etat de la zone euro ont annoncé être parvenus à un « accord préventif » sur la crise grecque. Il aura fallu des semaines pour que les représentants des capitalistes d'Europe parviennent à trouver un terrain d'entente. Des semaines révélatrices de la réalité de la « construction européenne » (outre son caractère anti-ouvrier) et de ses limites dans le cadre du système capitaliste, système entré depuis plus d'un siècle dans sa phase impérialiste.

Les chefs d'Etat de la zone euro sont tombés d'accord sur le fait que, *si nécessaire*, la Grèce pourrait faire appel à un fond financé par la zone euro et... au Fond monétaire international (FMI) ! *Si nécessaire*, c'est-à-dire si les mesures d'austérité déjà prises par le gouvernement « socialiste » grec ne permettent pas un redressement des finances publiques. Il s'agit donc de la mise en place d'une sorte de caution, de garantie, sur la dette publique grecque.

En effet, cet accord constitue la garantie, pour les capitalistes, que la dette publique grecque sera solvable et que les spéculateurs pourront continuer à se goinfrer. C'est J.-C. Junker, le Premier ministre du Luxembourg et président de l'Eurogroupe, qui le dit : cet accord est un « *certificat de solidarité* » envers la Grèce et il ajoute : « *Je voudrais que les marchés financiers lisent bien ce certificat* » (interview à *France 24*, le 27 mars 2010).

Déjà, les mesures d'austérité prises par le gouvernement grec frappent brutalement les travailleurs, les retraités et la jeunesse. Attaques contre les pensions, baisse des traitements dans la fonction publique, hausse de la TVA, des taxes sur le tabac et les carburants.

Ce plan est mis en œuvre alors que la Chancelière allemande, A. Merkel, a ouvertement accusé les gouvernements successifs de la Grèce d'avoir truqué

leur comptabilité publique et triché sur les critères de convergence qui encadrent l'entrée dans la monnaie unique. A. Merkel a même indiqué qu'elle serait favorable à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ! Ces déclarations confirment que **la phase actuelle de la crise structurelle du système capitaliste aiguise les tensions inter-impérialistes, ce qui se traduit par le développement de forces centrifuges au sein de l'Union Européenne.**

Certes, à l'approche des élections sénatoriales, la presse allemande et le gouvernement fédéral issu des dernières élections législatives - gouvernement constitué d'une coalition de la conservatrice CDU/CSU et de l'ultralibéral FDP - n'ont pas hésité à utiliser des arguments « populistes » dans le style : « *on a fait des efforts, et, en plus, on paie pour les autres, les autres qui ne font pas d'effort* ». On a pu croire, un temps, avoir à faire à U. Bossi de la Ligue du nord, en Italie, ou à M. Thatcher s'écriant jadis, lors d'un sommet européen : « rendez moi mon argent ! ». Mais venant du gouvernement fédéral d'Allemagne, cela va beaucoup plus loin : c'est l'affirmation que la bourgeoisie allemande exige de retrouver toute sa place, toute son influence, en Europe et dans le monde.

De son côté, le 15 mars après avoir reconnu, en connaissance, que « *Indubitablement, l'Allemagne a fait un très bon travail depuis 10 ans ou presque, en améliorant sa compétitivité et en mettant une grosse pression sur ses coûts de main d'œuvre* », C. Lagarde, ministre de l'économie et des finances du gouvernement Sarkozy-Fillon, a souligné les problèmes que pose l'excédent commercial allemand vis-à-vis des autres pays de l'Union européenne. Elle s'est même sentie autorisée à donner publiquement des leçons de morale politique et de bonne conduite « européenne » aux dirigeants

allemands, tout cela dans le quotidien britannique *Financial Times* ! On aura bien compris, à travers ces quelques épisodes, que « l'impérialisme européen » n'existe pas, seules existent des puissances impérialistes européennes qui s'affrontent pacifiquement, pour l'instant.

D'ailleurs, après ce 25 mars 2010, au total on peut dire que **désormais, en matière économique, financière et budgétaire, le « couple franco-allemand » a vécu : l'impérialisme allemand a revendiqué, et obtenu, d'être l'unique décideur en Europe.** Voilà qui ramène à sa juste proportion la thèse selon laquelle la Grèce deviendrait *de facto* une sorte de « protectorat franco-allemand »...

Certes, ici et là, des voix se sont élevées pour rappeler que si, là-bas aussi, les caisses sont vides, c'est parce que les gouvernements successifs ont baissé fortement l'impôt sur les sociétés, que la TVA n'est que peu recouvrée, que les taxes sur les carburants ne sont pas reversés à l'Etat par les distributeurs, que seulement six (six !) « contribuables » grecs ont déclaré plus de 100 millions d'Euros de revenus en 2008, que l'évasion fiscale touche 25% du PIB, bref, qu'au pays des armateurs multimilliardaires, les plus riches bénéficient depuis belle lurette d'un bouclier fiscal en acier inoxydable.

Ici et là, également, des voix se sont élevées pour indiquer que l'Etat grec a versé sa contribution au sauvetage des banquiers, ce qui a fini de plomber les comptes publics. Ajoutons que, grâce aux impôts non versés, certains très riches Grecs peuvent tranquillement spéculer sur la faillite de leur pays...

Toutefois, de tout cela, les chefs d'Etat de la zone euro n'ont cure. Ils savaient que « la Grèce » avait triché sur ses comptes publics, lors de son adhésion à l'euro. « La France » a fait de même et

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 31 mars 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

d'autres encore. Eurostat, l'institut de la statistique de l'UE le sait, les gouvernements le savent, la commission de Bruxelles le sait, les « agences de notation » également. Jusqu'à la mi-2007, tout le monde a fermé les yeux. La crise a changé la donne : désormais, l'accord préventif en Grèce a vocation à devenir la règle partout en Europe, l'attaque généralisée contre les retraites le démontre.

Au demeurant, « l'accord préventif » révèle toute sa portée contre-révolutionnaire, en ce sens qu'il fait peser la charge de la résorption de la dette publique sur les travailleurs, les retraités, la jeunesse du continent. Il met en place un mécanisme de baisse drastique des coûts de production (les

salaires et les cotisations sociales), qui vise à imposer à l'ensemble des travailleurs d'Europe ce qui a été imposé aux travailleurs d'Allemagne ces 15 dernières années. C'est une relance de la course à la misère, dans des conditions explosives socialement et politiquement.

Les manifestations en Grèce, en Espagne, au Portugal, le développement de grèves et de manifestations dans la quasi-totalité des pays d'Europe montrent que les travailleurs et la jeunesse sont prêts à la riposte. Cette riposte, cependant, est en retard par rapport à l'attaque, car la classe ouvrière est entravée par les directions bureaucratiques des syndicats qui, en liaison avec la CES, les institutions européennes et

les gouvernements des pays membres, font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher que les grèves s'unifient maintenant à l'échelle du continent.

La riposte des travailleurs est en retard, car les syndicats demeurent entre les mains de forces politiques acquises au maintien du système capitaliste, et qu'une représentation politique de la classe ouvrière authentique et indépendante, pour le socialisme, pour la propriété collective des moyens de production et d'échange, fait cruellement défaut.

C'est cet outil que la LIT-QI et sa section française, le GSI, s'efforcent de construire avec les travailleurs et les jeunes prêts à s'engager, dès maintenant, dans ce combat.

Manifestation interprofessionnelle du 23 mars : un succès relatif

Pas de « troisième tour social »

À première vue, la grève et la manifestation du 23 mars dernier ont été moyennement réussies. Cependant, un bilan honnête ne saurait éviter de constater que, malgré le refus des bureaucraties de mobiliser et l'absence totale de construction unitaire préalable, ce 23 mars ouvre tout de même de bonnes perspectives. En effet, cette date était clairement établie en fonction du calendrier électoral, dans le but de ne pas « gêner » les régionales. Les organisations de gauche, partis comme syndicats, ont exprimé leur souhait de ne pas voir de « troisième tour social ». Elles se sont d'ailleurs empressées d'enterrer dès le lendemain la mobilisation, soit en faisant un prolongement des élections, soit en soulignant sa faible ampleur.

Une bon exemple du refus de mobiliser a été à l'œuvre dans l'éducation : durant les mois de février et mars, une mobilisation croissante s'est construite, d'abord en région parisienne puis partout en France. Les bureaucraties syndicales n'ont cessé d'être à la traîne dans ce mouvement ; aucune n'a proposé aux travailleurs de modalités concrètes d'organisation, en dehors de l'éparpillement dans des journées sans mots d'ordre ; aucune n'a pris sur elle, *a fortiori*, d'ouvrir des perspectives d'unité

public-privé, ni même des différents secteurs du public.

Combattre les bureaucraties et chercher les voies de l'offensive

Et pourtant, le 23 mars, 600 000 personnes ont défilé dans toute la France. De nombreux secteurs étaient représentés : l'éducation, les hôpitaux, les transports, les industries manufacturières, mais aussi des secteurs auxquels on était moins habitué comme la justice, la grande distribution ou les industries de pointe (notamment pharmaceutique). D'autre part, on a pu observer une indéniable jeunesse des manifestants : c'est bel et bien la base qui a voulu ce jour-là montrer sa détermination.

Comme d'habitude, les bureaucraties syndicales n'ont avancé aucun mot d'ordre pertinent, elles se reposent au contraire sur la présence grandissante (et assourdissante) de la musique qui donne un aspect « festif » malvenu et masque les revendications réelles et légitimes des travailleurs.

Il n'y a donc pas eu de troisième tour social, cela est certain, mais pas de la sorte que l'entende les bureaucrates. Au moment où le spectre de la Grèce hante toute l'Europe, et où en France les inquiétudes des travailleurs ne font que croître, notamment sur les retraites, les

élections régionales recueillaient une abstention massive. Quelques jours avant le 23 mars, le premier tour faisait plus de 53% d'abstentionnistes et le deuxième plus de 49%. Sans ce rappel, on voudrait nous faire croire que la double gestion UMP (nationale) / PS (régionale) convient à l'ensemble des travailleurs. Or ceux-ci savent bien que la crise n'est pas terminée et ont en outre conscience que les prétentions impérialistes de l'État français détruisent tous leurs acquis et les menacent de misère.

Au delà de cette défiance face aux institutions politiques, la semi-réussite de la grève interprofessionnelle du 23 mars exprime aussi une défiance par rapport aux journées appelées par les syndicats. À la place, on voit se construire des mouvements locaux souvent durs et de plus en plus offensifs (Heuliez, Philips, Ikea, Sanofi-Aventis ou encore Sodimatex...). Les travailleurs cherchent indéniablement les voies de l'offensive et de l'unité : il leur faut dépasser les obstacles des bureaucraties syndicales pour y parvenir.

Garlone

Des élections régionales encadrées par la lutte des classes

Une abstention record

Les élections régionales des 14 et 21 mars ont été marquées par plusieurs éléments politiques majeurs, qui confirment la situation de crise institutionnelle dans laquelle se situe le pays. Le fait le plus marquant est l'abstention très massive. Sous la Ve république, jamais une élection n'avait connu une participation aussi faible. Au premier tour, 53,5 % des électeurs ne sont pas allés voter. Il y a eu moins de 19,5 millions de votes exprimés sur 43,6 millions d'inscrits et 64,7 millions d'habitants (population de la France métropolitaine et des Départements d'Outre-Mer, concernés par ce scrutin). Au deuxième tour, la participation a légèrement augmenté, mais l'abstention reste à 49%. Lors des régionales de 2004, l'abstention avait été de 37,9% au premier tour et de 34,2 au deuxième.

L'abstention est particulièrement forte chez les travailleurs. Au premier tour, 69% des ouvriers et 64% des employés ne se sont pas déplacés. Dans les zones à forte concentration ouvrière l'abstention a été particulièrement importante : 62,2% en Seine Saint Denis, 62% en Moselle, 59,2% dans le Val de Marne, 57,1% dans le Val de Marne, 57% dans le Nord, dans le Rhône et en Isère. Dans certaines communes, plus de 70% des électeurs ne sont pas allés voter : 73% à Vaulx-en-Verin, 71,9% à Sarcelles, 71,7% à Roubaix, 71,5% à Clichy-sous-Bois, 71,4% à Stains, 70,7% à Bobigny, 68,7% à Villiers-le-Bel. Dans de nombreux bureaux de vote des quartiers populaires, l'abstention a atteint les 90%. De même, au premier tour, à peine 28% des 18-34 ans se sont déplacés pour voter.

La signification de cette abstention massive a une portée hautement politique. De cette manière, les travailleurs et les jeunes ont montré qu'ils rejettent radicalement les institutions bourgeoises et les partis politiques institutionnels.

La politique du gouvernement massivement rejetée

Un des autres enseignements majeurs de ce scrutin est le rejet massif de la politique du gouvernement. Cet élément s'est vérifié en particulier là où des ministres



du gouvernement étaient aux premières lignes, comme par exemple en Aquitaine (Darcos), en Ile-de-France (Pécresse) ou en Auvergne (Hortefeux). Au deuxième tour, seuls 17% des inscrits ont voté pour les listes de l'UMP.

Entre les régionales de 2004 et celles de 2010, l'UMP a perdu près de 3 millions de voix passant de 8 à 5 millions de suffrages. Bien que dans le cadre d'un scrutin différent, N. Sarkozy avait obtenu 11,5 millions de voix au premier tour et 19 millions au second des élections présidentielles de 2007 ! Ce résultat constitue un revers sans précédent pour l'UMP. Jamais la droite parlementaire n'avait obtenu si peu de voix sous la Ve république !

C'est un révélateur de ce que Sarkozy a échoué à réaliser la difficile synthèse des multiples secteurs de la droite qui devait conduire, selon ses visées, à un parti conservateur « à la française ». Ceci, sur fond de malaise des agriculteurs, des commerçants et de certaines professions libérales qui constituent une part non négligeable de la base électorale traditionnelle de l'UMP qui, ont cette fois-ci, boudé les urnes. Ce résultat va maintenant aggraver la crise politique et institutionnelle.

L'ensemble des partis politiques perdent des voix

Mais qu'on ne s'y trompe pas. L'énorme défaite électorale de l'UMP ne signifie pas la victoire de ces adversaires de

circonstance. Quasiment l'ensemble des forces politiques en présence perd des voix, en termes absolus. Pour une partie de l'électorat qui s'est déplacée aux bureaux de votes, le bulletin PS était avant tout une manière de sanctionner le gouvernement sur le terrain déformé de la lutte des classes que sont les élections. **La victoire du PS n'est pas une victoire d'adhésion à un programme, mais bien une victoire par défaut.**

D'ailleurs comment pourrait-il en être autrement puisqu'en dirigeant les régions, le PS applique les plans de destructions/privatisations des services publics, de l'éducation et des hôpitaux. L'ensemble des listes de « gauche » institutionnelle perd 1,3 millions de voix entre le deuxième tour des régionales 2010 et 2004. En 2010 ces listes ne représentent que 25% du corps électoral, au deuxième tour !

De même, le FN a été montré, à tort, comme un des grands gagnants de ce scrutin. En réalité, à l'image des autres partis institutionnels, il perd un très grand nombre de voix et d'élus. En 2004, ce parti avait des représentants dans 17 conseils régionaux. En 2010, il n'est plus représenté que dans 12 régions. Entre 2004 et 2010, cette organisation politique perd 1,25 millions de voix passant de 3,2 à 1,95 millions de voix.

La stratégie électorale de la « gauche de la gauche » fortement sanctionnée par les travailleurs

Alors que la crise du système capitaliste s'approfondit, les partis de la « gauche radicale » ont connu un de leur plus faible score de ces dernières années. Est-ce que cette situation est contradictoire ? En réalité, l'effondrement électorale de LO et du NPA (qui passent de 1,2 millions de voix à 660 000) correspond au fait que ces partis aient adopté une posture totalement électorale et institutionnelle.

LO paie encore ses accords d'appareils avec le PS en 2007 et 2008. Le NPA, quant à lui, paie les conséquences d'une stratégie dispersée selon les régions, qui

(Suite page 6)

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classes est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu » (K. Marx)

La crise économique rattrape les capitalistes par tous les côtés. C'est ainsi qu'on peut caractériser la situation sociale et économique actuelle. Sous l'effet de la crise, les antagonismes de classe s'aiguisent. Cette réalité s'exprime dans de nombreux pays par une explosion du nombre de grèves et de manifestations. Des secteurs de plus en plus large de la classe ouvrière et de la jeunesse disent haut et fort qu'ils ne veulent pas payer la crise des capitalistes et des spéculateurs. Mais cette détermination s'oppose encore à l'obstacle constitué par les bureaucraties politiques et syndicales, qui servent à empêcher un déferlement du mouvement de masse.

Aux **Etats-Unis**, plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté à **Sacramento** (Californie) le 22 mars pour protester contre les coupes budgétaires et l'augmentation des frais d'inscription dans les universités publiques. Cette manifestation est déjà la troisième organisée au mois de mars autour de ces revendications.

A **Washington** le 21 mars, près de 200 000 personnes se sont rassemblées pour exiger que B. Obama tienne les engagements de sa campagne électorale en ce qui concerne les règles d'immigration et le regroupement familial. Cette manifestation, la plus importante depuis les manifestations du 1er mai 2006, s'est déroulée alors que lors la première année de mandat du président américain, 388 000 personnes ont été expulsées des Etats-unis, le chiffre le plus haut jamais enregistré.

En **Europe**, la situation est marquée par l'aiguïssement des affrontements inter-impérialistes. Dans ce contexte, les travailleurs montrent qu'ils ne sont pas résignés à accepter les plans d'austérité ou les brutales remises en cause de leur salaire et de leurs conditions de travail. Là encore, en raison de la collaboration de classe des directions syndicales (la Confédération Européenne des Syndicats se situant au premier rang), les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour mettre en échec les plans de la bourgeoisie. Il y a urgence à se réappropriier les syndicats pour qu'ils jouent réellement leur rôle de défense des intérêts des travailleurs.

Au **Royaume-Uni**, la situation est marquée par la campagne des élections législatives. Aucun parti ne se risque à avancer un plan d'austérité de peur de subir une défaite trop lourde aux élections. D'ailleurs le nombre de grève est entrain d'augmenter fortement dans ce pays.

Dans la fonction publique, 270 000 fonctionnaires, sur quelques 500 000 que compte le pays, ont observé une grève de 48 heures le 8 mars pour protester contre la baisse de leurs indemnités de licenciement.

A **British Airways** deux mouvements de grève de grande ampleur se sont déroulés. Du **20 au 23 mars** puis, du **27 au 30**, les personnels navigants de la compagnie ont cessé le travail pour la première fois depuis 1997. Ils protestent contre le gel des salaires, contre la réduction des équipages et contre le développement du temps partiel. En outre, ils exigent que les salariés licenciés au nom de la crise soient réembauchés. En cas d'échec des négociations, le syndicat *Unite*, à l'origine du mouvement, envisage d'appeler à une nouvelle grève à la mi-avril. Lors de la première grève, 1 100 vols sur 1 700 avaient été annulés.

Dans le secteur des **chemins de fer**, les principaux syndicats appellent à une grève de quatre jours pour protester contre la détérioration des conditions de travail et les suppressions de poste. C'est la première grève nationale dans le chemin de fer au Royaume-Uni depuis seize ans.

En **Italie**, des grèves ont eu lieu dans tout le pays à l'appel de la CGIL le 12 mars. Ces débrayages ont entraîné de nombreuses perturbations dans les transports, dans les hôpitaux et dans l'éducation. Les grévistes manifestaient notamment contre les plans de licenciements, en particulier contre la fermeture d'une usine Fiat qui se situe en Sicile.

En **France** la situation est aussi marquée par un important aiguïssement de la lutte des classes. Malgré la volonté des partis institutionnels et des bureaucraties syndicales qui leurs sont liées, les élections régionales ne sont pas arrivées à détourner les travailleurs des

La crise économique en quelques chiffres

Les derniers développements de la situation économique ont le mérite de ne laisser aucun doute : non la crise économique n'est pas finie. On peut même affirmer que tous les éléments d'un approfondissement de la crise s'accroissent. Comme nous l'avions déjà dit à plusieurs reprises dans cette rubrique, c'est désormais la question de la dette publique qui focalise toute les attentions. L'accroissement de la dette est utilisé par les capitalistes pour spéculer et par les gouvernements pour justifier les plans d'austérité. Dans tous les cas la bourgeoisie cherche à faire payer la crise aux travailleurs.

Aux **Etats-Unis**, le déficit public est de près de 10% du PIB. La dette quant à elle représente 60% du PIB en 2010 contre 53% un an plus tôt. En 2010, les Etats-Unis dépenseront 200 milliards de dollars, c'est-à-dire 6% de leurs dépenses publiques, rien que pour payer les intérêts de leur dette.

Le **Japon** est de loin le pays impérialiste le plus endetté proportionnellement. Sa dette publique correspond à 200% de son PIB.

Au **Portugal**, le déficit public a été revu à la hausse pour l'année 2009. Il s'élève à 9,4% du PIB. Actuellement la dette publique de ce pays s'élève à 76,8% du PIB. D'après les prévisions, la dette devrait augmenter à 90,7% (près de 150 milliards d'euros) en 2012. Le gouvernement portugais veut ramener le déficit à 3% du PIB en 2013. Pour cela il va notamment privatiser massivement les entreprises publiques et geler les salaires des fonctionnaires jusqu'en 2013.

Au **Royaume-Uni**, d'après l'agence de notation Standard & Poor's la dette du pays est de 77,1% du PIB en 2010 et sera de 100% en 2014. Cette annonce est un appel au gouvernement britannique pour appliquer un plan d'austérité contre les travailleurs. Or, dans le cadre de la campagne des élections des législatives de juin, aucun parti politique institutionnel n'est prêt à dévoiler publiquement de telles mesures.

En **France**, le déficit public a atteint 8,2% du PIB en 2010 et la dette va dépasser 88% du PIB en 2011. Le gouvernement va s'appuyer sur ces chiffres pour justifier la remise en

(Suite page 6)

grèves et des mobilisations. Ainsi, on a pu observer un nombre grandissant de grèves offensives pour des augmentations de salaire. Mais à l'image de ce qui se passe dans les autres pays, la classe ouvrière de ce pays se heurte à l'obstacle dressé par les directions confédérales pour empêcher la convergence des luttes ce qui déboucherait sur un mouvement d'ensemble.

Le **23 mars**, juste après les élections régionales, une manifestation interprofessionnelle a été appelée par les directions confédérales pour donner un os à ronger aux travailleurs. Dans le cadre de ces manifestations les bureaucraties ont surtout évité de poser les questions qui fâchent le gouvernement et le patronat, en particulier la question du maintien du système de retraite par répartition. Malgré tout, les travailleurs se sont saisis de cette journée de mobilisation pour descendre dans la rue. Les manifestants étaient 800 000 à travers le pays : 60 000 à Paris, 50 000 à Marseille, 25 000 à Nantes, 20 000 à Bordeaux, 18 000 à Toulouse, 15 000 à Lyon et à Grenoble, 9 000 à Brest. En tout, il y a eu plus de 180 rassemblements et manifestations. Le taux de grévistes a été de 50% dans l'enseignement primaire, 40% dans l'enseignement secondaire, 40% aux impôts, près de 33% en moyenne à la SNCF etc. Les

fonctionnaires étaient nombreux dans les cortèges, mais les travailleurs du privé aussi sont descendus dans la rue. A Bordeaux par exemple, on a vu des cortèges d'EADS, de Conforama, d'Air France, de Sanofi-Aventis ou encore de Ford.

Dans les **hôpitaux**, le climat social s'est tendu après l'annonce par la direction de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris de supprimer 4 000 postes et de passer de 37 hôpitaux à 12 pôles hospitaliers d'ici à 2012. Les agents de l'AP-HP ont occupé pendant presque deux jours la direction des hôpitaux de Paris pour exiger le retrait du plan, les 11 et 12 mars. De plus, des directeurs d'hôpitaux ont été retenus par des agents à Sevran, Limeil-Brevannes et Créteil.

Parmi les entreprises qui ont connu des débrayages pour exiger des **augmentations de salaires**, on peut citer : l'usine **Waterman** à Saint-Herblain dans la région de **Nantes**; les centres d'appels **Webhelp** dans la région de **Caen**, où les 700 employés ont obtenu une augmentation de 3,6%; les salariés des maisons de Champagne du groupe **LVMH** qui sont en grève depuis le 17 mars; les salariés de l'équipementier automobile **Visteon** à **Gondcourt** dans le Nord qui ont obtenu une hausse de 2,9% après quatre jours de grève;

(Suite de la page 5)

cause des conquêtes ouvrières.

En même temps qu'ils affirment que les caisses sont vides et qu'il faut faire un effort pour sortir de la crise, les gouvernements débloquent des sommes faramineuses pour les **budgets militaires**. Ces sommes leur servent notamment à mener la sale guerre en Irak et en Afghanistan.

Aux **Etats-Unis**, le budget de la défense pour 2010 se situe entre **880 et 1 030 milliards de dollars** si l'on considère les différents postes de dépense.

En 2008, le *Stockholm International Peace Research Institute* estimait que les dépenses de « défense » s'élevaient à **65,7 milliards de dollars en France** (4,5% du PIB), à **65,3 milliards de dollars au Royaume-Uni** et à **46,8 milliards en Allemagne**.

après deux jours de grève, 2 500 salariés de 5 sites appartenant à **Danone** ont obtenu 2% de hausse, la grève a été suivie par 80% des travailleurs, un taux extrêmement élevé pour le secteur privé; dans le groupe **Thalès**, les salariés des usines de Toulouse et Cannes ont occupé les locaux de la direction pour exiger 3% d'augmentation, et la liste pourrait encore être très longue.

Mathieu

(Suite de la page 4)

piétine ses propres décisions de congrès. Pour le NPA, ce revers électoral remet en cause toute sa stratégie politique qui repose exclusivement sur les échéances électorales. Les piètres résultats de l'organisation correspondent à un saut qualitatif dans la crise de ce parti, qui a déjà perdu de nombreux militants depuis son congrès de fondation en 2009. Cette situation de crise risque d'ailleurs d'être renforcée par ceux, plus ouvertement électoralistes et droitiers, qui sont partisans d'une alliance avec le Front de Gauche, puisque là où ces deux mouvements se sont présentés ensemble ils ont obtenu des conseillers régionaux.

Si les partis dits d'extrême gauche n'ont pas réussi à attirer les voix des travailleurs, c'est parce que ces derniers ne voient pas dans ces formations des outils capables de combattre la politique du gouvernement et d'ouvrir une alternative politique.

Dans ce contexte, le Front de Gauche semble, à première vue, tirer son épini-

gle du jeu. Toutefois, ces résultats doivent être nuancés. Par rapport aux listes PC de 2004, le Front de Gauche perd beaucoup de voix et d'élus. La crise du PC n'est pas résolue, au contraire, elle s'approfondit. Juste après le deuxième tour, le 25 mars, 90 élus du courant « rénovateur » du PC, emmenés par P. Braouezec (député de Seine-Saint-Denis) ont quitté ce parti en considérant qu'il n'y avait plus rien « à rénover ». Il ressort donc que le PC et le Parti de Gauche de J.-L. Mélenchon ont leur avenir de plus en plus lié s'ils veulent survivre. Mais en dernier recours, s'ils veulent garantir leurs élus respectifs, ils devront « passer des accords » avec le PS.

La lutte des classes a encadré ces élections

Au regard du nombre de grèves qui se sont déroulées ces dernières semaines, en particulier des grèves offensives pour obtenir des augmentations de salaire, on peut affirmer que ces élections ne sont

pas arrivées à limiter l'activité de la lutte des classes.

Comme un symbole, une grève des personnels de France Télévisions a fortement perturbé la retransmission de la soirée électorale. Les manifestations du 23 mars (programmées depuis plusieurs mois par les bureaucraties syndicales à cette date pour ne pas « interférer » sur les élections) ont montré que les travailleurs cherchent les voies de l'offensive. On ne peut pas comprendre l'abstention massive, le rejet du gouvernement et de l'ensemble des partis institutionnels si on ne tient pas compte de cette situation d'aiguillage de la lutte des classes.

Aujourd'hui ce que veulent les travailleurs ce ne sont pas des processus électoraux pour « amortir » les effets de la crise économique. Les travailleurs veulent en découdre avec le gouvernement et les patrons. C'est pour cette raison qu'il y a urgence à construire un parti qui se batte pour la seule alternative crédible au capitalisme, c'est-à-dire le socialisme.

Mathieu

Gibert Joseph : Construisons le syndicat pour gagner nos exigences !

Au sein de la plus grande librairie française, les conditions de travail et les droits des salariés se dégradent comme pour l'ensemble des travailleurs en France. Avec 38 051 000 euros de chiffre d'affaire en 2009 pour l'unique vente de livres sur la librairie parisienne (rappelons que Gibert Joseph comprend des commerces de disques et de papeterie), cette entreprise ne peut arguer de la crise pour justifier la pression mise sur les salaires. Pression qu'elle pratique néanmoins. Sous le cachet d'une entreprise familiale, Gibert Joseph conduit une politique d'austérité quant à la rémunération des salariés tout en durcissant progressivement les conditions de travail.

Pour les salaires, la question est claire : quelque soit le poste (vente, caisse, sécurité etc.), l'embauche se fait, selon la convention collective en vigueur, au coefficient 150 à savoir (8,71 euros de l'heure). La plupart des salariés connaissent ensuite (après environ deux ans d'ancienneté) une unique augmentation au coefficient 190 (soit à peu près 60 euros de plus à la fin du mois) qui plafonnent leur salaire à 1200 euros environ.

Pour les conditions de travail, la direction, sans illégalité, impose des contrats de 34H pour permettre plus de flexibilité dans le temps de travail. La direction cherche à rogner systématiquement sur les temps de pause (15 minutes pour 6H de travail au lieu des 20 prévues par le code du travail). L'allongement de la durée d'ouverture du magasin, aujourd'hui de 10h à 20h (au lieu de 19h30 précédemment) est à ajouté à la nuisance des décisions commerciales quant à la vie des salariés.

Dans ce cadre, l'organisation indépendante des salariés est difficile. La CGE-CGC et la CFDT sont les organes de la



direction. Comme seul exemple, la CFDT a signé seule (ce que la loi permet) un accord prévoyant un réaménagement du temps de travail défavorable aux salariés (sur la base d'un contrat 37H les salariés avaient droit précédemment à une journée de RTT fixe toute les deux semaines qui, couplée au jour de repos permettait deux jours de repos consécutifs).

La section CGT de Gibert Joseph à laquelle appartient les militants du GSI salariés de cette entreprise s'est fondée dans la lutte lorsque la direction a cherché à sous-traiter la sécurité à la société SECURITAS. La lutte des camarades de la sécurité à permis de faire reculer le patron et la création d'une section CGT de l'UL Paris. Cette action a permis de poser les bases d'un syndicat à l'unique service des salariés.

Cependant, beaucoup reste à faire : nous sommes une vingtaine de syndi-

qués pour près de 300 salariés ! A la situation existante se superpose des enjeux d'importance pour les salariés de la librairie à savoir l'application d'une nouvelle convention collective dans le courant de l'année, et des combats comme gagner le rejet de la réforme des retraites voulue par le gouvernement. Dès lors notre travail est de syndiquer largement nos collègues, sur des bases de luttes de classes, pour doter le personnel de Gibert d'un outil de lutte qui permettra la satisfaction de ces revendications.

**35 Heures, payées 39,
pour tous !**

Augmentation des salaires !

**Fermeture du magasin à
19H30 !**

Rémy

**Le GSI sur la toile :
<http://www.gsi-litqi.org/>**

Non à la liquidation des hôpitaux publics à Paris !



Les agents de l'AP-HP ne s'y trompent pas. Au cours des dernières semaines les conflits au sein des hôpitaux parisiens se sont singulièrement radicalisés. Le 12 mars, les agents grévistes ont occupé le siège de l'AP pendant deux jours pour protester contre le plan de destruction des emplois dans les hôpitaux. Face à cette mobilisation, la direction a essayé de manœuvrer en annonçant un « gel » du plan. Mais là encore, les grévistes ont été lucides et ils ont continué leur mobilisation. Dans plusieurs hôpitaux, des directeurs et des cadres administratifs ont été retenus dans les locaux à Draveil, à Limeil-Brevannes, à Créteil, Bobigny, Ivry-sur-Seine ou encore à Sevran. Un tel niveau de tension entre direction et agents ne s'est jamais vu dans une administration publique. Le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir comment s'organiser pour lutter et obtenir le retrait définitif de ce plan. Certainement pas en négociant une « meilleure » application du plan comme le font actuellement certains représentants syndicaux. Il n'y a rien à négocier ! Il est nécessaire que les grévistes s'organisent à la base pour faire aboutir la seule revendication possible : retrait immédiat et sans condition du plan de liquidation de l'AP-HP. Notre santé n'a pas de prix, il faut non seulement le retrait de ce plan, mais en plus une embauche à hauteur des besoins de la population. Cette question est d'autant plus d'actualité quand on sait que de nombreux personnels vont partir à la retraite dans les prochaines années.

Mathieu

Dans la logique de liquidation systématique des services publics opérée par le gouvernement, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) se situe en première ligne. En juillet 2009, la direction de l'AP – HP a annoncé vouloir passer de 37 hôpitaux à 12 pôles hospitaliers.

Par exemple, il est prévu de regrouper les trois services consacrés aux grands brûlés à Saint-Louis, de transférer la cardiologie d'Henri-Mondor (Créteil) à la Pitié, ou encore de fusionner la chirurgie de Cochin et de l'Hôtel-Dieu. Il est également prévu de fermer l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul dans le 14e arrondissement et de réduire drastiquement le nombre de lits dans les services de maternité et de pédiatrie de l'hôpital Trousseau dans le 12e arrondissement. Par ailleurs, le directeur de l'AP-HP, Bernard Leclercq, a annoncé la suppression de 4 000 postes (en réalité 6 000 selon les syndicats) sur 91 000 d'ici à 2012. C'est ce qui s'appelle tailler à la hache dans les moyens et les personnels !

Selon la direction, cet plan d'économies drastiques se justifierait car l'AP-HP a une dette de 1,8 milliards d'euros, et car il y aurait un « énorme gâchis de moyens ». Ce plan vise à faire des économies à hauteur de 90 à 100 millions d'euros par an d'ici 2014. Mais cette politique pose plusieurs questions : premièrement, l'objectif d'un système hospitalier est-il d'être bénéficiaire ou

bien de soigner les travailleurs ? Ce déficit n'est-il pas artificiellement créé pas le manque des moyens, donc les dysfonctionnements que cela entraîne ne servent-ils pas à justifier une « réorganisation » sur la base de la privatisation ? Car en fait, les personnes qui en auront les moyens, iront désormais se faire soigner dans le privé, et les autres essaieront de survivre dans un système public vivant en sous-effectif constant. Enfin, est-il vrai qu'il n'y a pas d'argent quand on sait que le gouvernement a débloqué 360 milliards d'euros pour renflouer les banques qui avaient spéculé, et que ce même gouvernement a mis en place un plan quadriennal prévoyant un budget militaire de 185 milliards d'euros, avec l'embauche de plus de 15 000 soldats par an (avec un effectif de 4 000 soldats en Afghanistan) ?



La petite enfance attaquée.

Ces dernières années nous assistons au démantèlement des services publics. Ce démantèlement n'oublie pas les services indispensables du début de vie. Le décret de Nadine Morano (secrétaire d'Etat chargé de la famille), se charge de détruire cette première instance de la vie en restructurant les établissements d'accueil des tous petits.

D'ici 2012, les parents auront donc la « possibilité » de mettre leurs bambins dans des jardins d'enfants sur-fréquentés où l'on n'aura qu'un adulte pour 20 enfants, ou dans des crèches où le nombre d'enfants par adultes passerait de 5 à 8 enfants, des enfants qui n'ont pas encore d'autonomie et qui ne savent pas encore marcher.

Le personnel partant à la retraite ne serait pas remplacé et les professionnels, moins nombreux et remplacés par des assistants maternels non qualifiés. La crèche tend à se transformer en usine de la petite enfance, où le changement de couche se ferait à la chaîne, où le bien être et le développement de l'enfant passeraient à la trappe.

Les conséquences sur ces très jeunes enfants peuvent être graves, dans des établissements où plus personnes n'aura vraiment le temps de se préoccuper de leur bien être. Le travail à la chaîne engendré par l'application du décret de Mme Morano pourra également donner lieu à des maltraitements. Le développement de l'enfant de 2 à 3 ans et l'un des passages les plus structurants et délicats de la vie future, et le manque d'éveil serait très dommageable.

Une offensive se met en place chez les personnels de la petite enfance. Jeudi 11 mars a été organisée une manifestation nationale pour dire non aux « bébés laissés à la consigne » et une association indépendante s'est formée, regroupant différents professionnels de la petite enfance : l'association **pas de bébé à la consigne**. Elle se pose comme organe de lutte directe contre le décret.

Hugues



Interview de Typhanie, auxiliaire de puériculture.

Quelles seront à votre avis les conséquences du décret de Nadine Morano ?

A mon avis, on assistera à une régression totale du secteur de la petite enfance. Il n'y aura plus de projets pédagogiques pour les petits, ils seront livrés à eux-mêmes, faute d'adulte encadrant. A cet âge-là tous les enfants ont le droit aux mêmes chances. Avec ce décret on empêchera aux enfants les plus démunis, dont les parents ne peuvent pas forcément bien s'en occuper, d'avoir le même bagage éducatif que les autres.

C'est une façon de creuser le fossé social et d'accentuer les inégalités dès le plus jeune âge, car les enfants n'auront plus, tous, le même socle de connaissance. Les règles d'hygiène et de sécurité ne pourront plus être respectées, car les éducateurs seront débordés.

Par ce décret, on revient sur des décennies de progrès en psychologie infantile, c'est en totale contradiction avec Françoise Dolto par exemple. Bien sûr, le gouvernement a

tout intérêt à nommer des personnels non qualifiés, qui ne seront que de simples employés de garderie. Ils n'auront aucune expérience de la petite enfance, ils ne sauront donc pas voir ce qui ne va pas, ils n'auront pas non plus la capacité de revendiquer et d'exiger une bonne qualité de garde ainsi que des salaires décents.

Etes-vous satisfaite de cette journée de grève ?

Je suis satisfaite que cette grève soit nationale mais je trouve que, vu le nombre de personnes concernées, il aurait pu y avoir beaucoup plus de monde, comme plus de parents par exemple. Je pense que les gens ne réalisent pas ce qui se passe.

Qu'espérez-vous pour la suite des mobilisations ?

J'espère que la mobilisation s'accroîtra et s'étendra. Il faut faire grève jusqu'au retrait du décret, car ce décret est dangereux pour les enfants et donc pour l'avenir de la société. C'est avant tout pour les enfants qu'on se mobilise, ce n'est pas parce que nous aurons trop de travail, le problème n'est pas là.

Pour une vraie organisation de jeunesse !

Les actuelles organisations politiques de jeunesse, liées à « la gauche » ne remplissent nullement leur rôle d'éducation, de formation politique et de mobilisation permanente.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), à l'image de son parrain, le PS, est une organisation qui **éduque à l'étroit esprit d'appareil** et à la politique opportuniste, arriviste, de collaboration de classe, enfermée dans le jeu parlementaire.

La Jeunesse Communiste (JC) est entièrement **dévoquée à la survie électorale d'un PCF** qui n'a jamais fait preuve de sa lutte communiste, mais qui est toujours aux côtés du PS quand il s'agit de détruire les acquis ouvriers.

La Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) est aujourd'hui dissoute dans le NPA, qui **avance tête baissée vers le réformisme** et l'électorisme sans définir un programme complet (mais qui a déjà accepté tous les compromis face au Front de Gauche lors des régionales sur son programme minimum !).

La jeunesse a pourtant **besoin d'un parti pour s'organiser**. Par l'activité collective, le partage de l'expérience et l'étude de la théorie révolutionnaire, seul un parti peut aider la jeunesse à trouver sa place dans la société et diriger sa lutte contre l'exploitation capitaliste et l'Etat. La propagande de la classe dominante touche en premier lieu les jeunes qui doivent en prendre conscience et se battre sans relâche contre les préjugés qui briment leur esprit de révolte et les démoralisent.

La jeunesse a besoin de **s'organiser pour s'unifier**. Elle doit s'unifier contre les diversions religieuses qui

la divisent et contre les dirigeants politiques (dont beaucoup se recrutent au MJS, JC ou NPA !) qui sous des manteaux révolutionnaires cachent leur soumission totale à l'ordre capitaliste et ses institutions.

La jeunesse a besoin de **s'unifier pour lutter**. Les jeunes élèves et étudiants, tout comme les jeunes travailleurs, doivent lutter pour leurs conditions d'étude et de travail, pour que la société leur assure non seulement une existence digne, mais une existence dans laquelle chacun peut donner le meilleur de lui-même. Cette lutte passe déjà par revendiquer que les diplômes redeviennent de vrais diplômes nationaux, assurant une vraie qualification !

Mais les revendications de la jeunesse ne peuvent pas être satisfaites sous le capitalisme, la crise mettant un terme aux espérances de ceux qui le croyaient encore ! **La propriété privée des moyens de production est un frein** au développement d'une jeunesse avide de liberté et d'égalité. **Seul le socialisme, en libérant la production de l'anarchie actuelle et de l'exploitation**, en libérant l'éducation des intérêts particuliers des capitalistes et des curés, rabbins, imams, etc., en libérant les nations des frontières, en mettant fin aux guerres de rapine et d'occupation, donnera à la jeunesse l'élan vers lequel elle tend dans sa révolte permanente.

Le GSI appelle tout lycéen, étudiant ou jeune travailleur qui veut en finir avec le capitalisme à nous rejoindre pour édifier avec nous les bases d'une vraie organisation socialiste et internationaliste de la jeunesse.

Greg

Les lycéens attendent l'unité pour passer à l'offensive

Le nombre de lycéens mobilisés contre la casse du Bac et les suppressions de postes de profs diminue de manif en manif. Massivement mobilisée contre la loi Darcos l'année dernière, la jeunesse qui avait alors fait céder le ministre, peine à entrer à nouveau en lutte contre Luc Chatel, qui a d'ores et déjà fait adopter sa loi (parue le 4 février dans le Bulletin Officiel). Rien n'a été mis en œuvre par les organisations lycéennes pour contrer un plan qui vise, comme ses prédécesseurs, anéantis par la lutte (en 2005, puis fin 2008), à démanteler le Bac.

La FIDL a appelé, sans revendications particulières (« *montrer notre mécontentement face à la politique de l'éducation* »), à une « grève des trousseaux », le 15 mars. Cet appel n'a eu aucun écho dans les lycées, et c'est bien normal : pourquoi se rendre au lycée sans ses affaires, s'il n'y a aucune perspective d'organisation derrière ? Le congrès de l'UNL a, de son côté, défini comme priorité pour les deux années à venir la lutte contre l'homophobie, acceptant ouvertement le cadre donné par la loi Chatel à partir de la rentrée prochaine.

Partout en France des foyers de lutte s'ouvrent, de nombreux lycéens cherchent les voies de l'offensive. Ainsi le 3 mars des lycéens des Bouches-du-Rhône se sont organisés en coordination lycéenne. Leur appel aux parents, enseignants et lycéens à « une lutte qui gagne » est pour l'instant resté lettre morte. Des lycéens de la banlieue de Lyon ont construit, de leur côté, le Collectif Indépendant de Lutte Lycéenne, dont le principal objectif est le combat contre la répression. A Paris, les lycéens du *Syndicat Etudiant Unitaire et Laïque* cherchent à étendre leur campagne contre la loi Chatel. Comme dans



le mouvement ouvrier, les initiatives de lutte restent encore dispersées et isolées.

Les lycéens ont souvent compté sur leurs propres forces pour gagner. Aujourd'hui ils appellent sans relâche à l'unité, conscients que pour vaincre la loi Chatel, c'est la politique générale du

gouvernement qu'il faut combattre. Mais ils se trouvent confrontés brutalement à la trahison de leurs bureaucraties syndicales et politiques. Reconnaître puis dépasser ces bureaucraties qui font le jeu de Sarkozy, sont des tâches essentielles pour les lycéens qui veulent se battre jusqu'au bout.

La cellule lycéenne

Contre le processus de Bologne : unité internationale !

Dossier jeunes

Après Bruxelles en 2009 (*Internationaliste* 92, p. 14), les ministres de l'enseignement supérieur de 47 pays se sont réunis du 12 au 14 mars à Budapest et Vienne, pour inaugurer « l'Espace Européen d'Enseignement Supérieur » (EEES). Lancé en 1999, le processus de Bologne visait à la constitution d'un marché européen de l'enseignement supérieur, concurrentiel et sélectif selon deux principes : privatisation du secteur public de l'éducation et destruction des diplômes nationaux, au profit de labels universitaires et de parcours individuels n'offrant aucune garantie en termes de salaire et de droits. Ce serait chose faite aujourd'hui. Trois points centraux ont été abordés :

1- L'autonomie financière et pédagogique des universités : la première amène à la privatisation, la seconde détruit le contenu national des diplômes.

2- L'université doit « promouvoir des sociétés paisibles et démocratiques » et permettre de « renforcer la cohésion sociale »... et non délivrer des diplômes nationaux !

3- La mise en place des pôles d'excellence : privatisation, hausse des frais d'inscription, casse des statuts. Où et pour qui est le progrès ici ? Pour une infime minorité d'étudiants qui en auront les moyens !

La trahison des bureaucraties syndicales

L'European Student Union (ESU) dont est membre l'UNEF et l'Internationale de l'Education (IE) dont sont membres l'ensemble des organisations enseignantes, de l'UNSA à la CGT en pas-

sant par la FSU, félicitent les ministres pour la réussite du processus de Bologne ! Quelques inquiétudes, comme le sous-financement public ou la casse des statuts, mais une grande confiance dans les ministres, ceux-là même que nous combattons ! Et la FSU et l'UNEF qui sont « scandalisées » par les réformes alors qu'ils cogèrent en sous-main la destruction/privatisation de l'éducation !

donc qu'un simple « problème de communication » ! Les mobilisations des années précédentes en Grèce, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en France, en Croatie démontrent que la jeunesse et les enseignants ne s'y trompent pas ! Pour preuve, le 12 mars, nous étions nombreux en France à défiler en défense de l'éducation publique, pendant que des étudiants venus de tous les pays d'Europe manifestaient à



L'ampleur des mobilisations

Les ministres présents sont forcés de reconnaître que des voix s'élèvent « ici et là » dans « quelques pays ». Mais, nous dit-on, « rien à voir avec le processus de Bologne » qui aurait été selon eux « mal expliqué ». Le désengagement financier de l'état, la casse des diplômes, les patrons dans les conseils d'administration, les licenciements, la sélection (« excellence ») ne saurait

Budapest et à Vienne, empêchant certains ministres d'assister au sommet !

Rien n'est encore joué, c'est grâce à la résistance unitaire des travailleurs et de la jeunesse, dans TOUS les pays, que nous gagnerons. L'heure est à l'unité internationale des luttes pour une université publique, gratuite, laïque pour tous.

Loïc et Emeric

« Il n'y a aucune organisation syndicale ou politique capable d'étendre les luttes. »

Interview d'Ilonka, étudiante en LEA à Paris III, militante au SEUL

Julien – Quel Bilan tires-tu des manifestations du 12 et 23 mars ?

Ilonka – Il y avait beaucoup de monde surtout le 23 mars. On a vu beaucoup de secteurs, les hôpitaux, la poste, les transports, l'éducation et aussi des secteurs du privé. Ces deux journées sont très positives pour la suite des mobilisations. Le point négatif c'est que les secteurs de la jeunesse étaient très peu présents. Il y avait très peu de lycéens, même dans les cortèges des organisations lycéennes. En matière d'étudiants, mis à part quelques militants isolés, uniquement le SEUL avait un cortège pour défendre les revendications lycéennes et étudiantes.

Julien – Pourquoi penses-tu qu'il y avait si peu d'étudiants et de lycéens ?

Ilonka – A la fac, il n'y a aucun mouvement, pas d'effervescence, aucun rythme de mobilisation. Les syndicats étudiants ne mobilisent que sur les

élections pour les différents Conseils de l'université. Il n'y a pas non plus de mobilisation nationale. Dans cette situation, il est difficile de mettre en mouvement les étudiants qui se sentent isolés. En manifestation, on voit surtout les salariés car ils sont plus directement et concrètement touchés par les contre-réformes. Ils sont vraiment dans la nécessité de se mobiliser. Les étudiants ne voient pas aussi concrètement le lien entre leurs conditions d'études et les contre-réformes de l'université. Ils se sentent de toutes manières impuissants.

Julien – D'où vient ce sentiment « d'impuissance » chez la jeunesse ?

Ilonka – Nous n'avons pas une tradition de lutte comme il y avait chez les anciennes générations. On se sent impuissant et on subit réforme après réforme. Le vrai problème c'est qu'il n'y a aucune organisation syndicale ou politique capable de répercuter les revendications et d'étendre les luttes. Même les

manifestations ne représentent plus un moyen d'aller jusqu'au bout des luttes, jusqu'au retrait des réformes. Elles sont instrumentalisées pour contenir les mouvements.

Mais c'est un outil essentiel pour rassembler et créer les prémices d'une mobilisation large et unitaire. Elles permettent de ne pas se sentir isolé. Il faudrait que les organisations mobilisent unitairement et largement sur des questions précises qui touchent tout le monde. Le SEUL fait un travail d'information et de mobilisation contre les pôles d'excellence en lien avec les problèmes de paiement des bourses en temps et en heure. Nous essayons de rassembler largement là où on intervient et de lancer une mobilisation nationale.

En ce qui concerne la mobilisation unitaire de la jeunesse et des travailleurs, la question des retraites sera, je pense, le point central d'une mobilisation large et unitaire.

Des postes pour les jeunes, oui. Pas dans l'armée !

Le 3 février le ministère de la défense lançait la campagne de publicité intitulée « devenez vous même.com » réalisée par l'agence de publicité TWBA. 8,7 millions d'euros pour une campagne de 17 sites publicitaires, de spots télévisés sur 24 chaînes différentes, dans les cinémas et sur 1 400 radios locales. Quel est le sens d'une campagne aussi coûteuse au temps des politiques d'austérité budgétaire ? A qui est destiné ce slogan aussi racoleur que mensonger ?

L'armée se présente dans les affiches comme un grand employeur et l'offre d'emploi disponible en ligne sur un site remis à neuf propose en effet 436 postes de « combattants ». On ne trouvera



aucun descriptif de cette fonction et encore moins les conditions salariales suivant le recrutement.

En revanche, les deux conditions posées pour l'accès au poste sont claires, avoir entre 17 et 29 ans, et avoir la nationalité française (aucun niveau scolaire exigé). De plus le site, très flou et succinct quand à la nature du travail proposé, s'étend avec emphase dans des discours sur la cohésion, la fraternité et l'épanouissement personnel, pour conclure « En devenant vous même, vous deviendrez une personne de confiance ». A ces élans de poésie, s'associe une précision minutieuse qui accompagne pas à pas le visiteur du site à la signature de son contrat, on

dispose notamment de la possibilité de poster une candidature pré- préparée depuis le site.

Le message est très clair, l'armée désire une vague de recrutements rapides sur un axe démagogique directement adressée à la jeunesse du prolétariat. Dans un contexte international de multiplication des fronts militaires, la France vient de réintégrer l'OTAN et depuis novembre 2009, elle a remanié son dispositif en Afghanistan en envoyant 40 millions d'euros et en recentrant ses 3 750 hommes sur place autour de Kapisa et Surobi. Aujourd'hui l'armée fait encore appel à des renforts. C'est qu'elle doit compter dans son dispositif 1 500 hommes au Liban, 1 000 au Tchad, 765 au Kosovo, 600 en Haïti... Alors, pour déployer l'impérialisme français et perpétrer la barbarie, l'Etat, main dans la main avec les

multinationales, fait appel au prolétariat.

Après avoir détruit les emplois en licenciant, délocalisant, restructurant à tour de bras pour sauvegarder les profits des actionnaires, après avoir pompé sur les finances publiques (le plan de relance s'élève à 26 milliards d'euros), après avoir déconstruit minutieusement les systèmes de santé et d'éducation publics par des lois et décrets de privatisations, laissé enfin la jeunesse sans perspectives d'emplois stables et sans qualifications nationales, la bourgeoisie fait de l'armée tout à la fois le lycée, l'université et l'ANPE. Aller chercher les jeunes à la sortie des lycées, pour les envoyer au front n'est pas une méthode innovante pour l'armée, que ce soit pour l'Algérie, pour le Vietnam, ou encore pour l'Afghanistan.

Nous ne ferons pas leurs guerres, nous ne serons pas les agents de leur barbarie, refusons le commerce de chair que nous propose le ministère de la défense ! Nous devons nous organiser contre ceux qui, après nous avoir dépossédé de nos moyens d'existence, voudrait nous déposséder de nos propres corps. Nous devons prendre conscience qu'il n'y a d'issue pour nous que dans le renversement du gouvernement bourgeois qui massacre, affame et divise les travailleurs du monde entier. Oui, nous avons un combat à mener, oui nous avons une lutte à réaliser, celle contre les capitalistes, contre la bourgeoisie. De l'issue de ce combat, nous le savons, dépendra le pain, la paix et la liberté.

Alice

Afrique : Le poids de l'impérialisme et des potentats écrase les travailleurs

La crise du capitalisme aiguise les appétits des pays impérialistes et provoque l'aggravation des conditions d'existence des travailleurs africains. Les aspects les plus cruels du colonialisme se manifestent. La situation de l'Afrique est la conséquence de la barbarie capitaliste. Le pillage, les massacres, la division, la corruption, le racket... autant de symptômes connus de chacun mais que la propagande capitaliste prête aux Africains eux-mêmes. Sans être exhaustif, nous relatons ici ce qui nous semble être les principales manifestations de la lutte de classe sur le continent africain. De la lutte armée du MEND dans le Delta du Niger aux tentatives de mobilisations contre la réélection de Faure Gnassingbé au Togo en passant par la visite de Sarkozy au Gabon.

L'actualité récente de l'Afrique a été centrée sur les affrontements qui opposent, au Nigéria, les communautés d'obédience chrétienne et musulmane qui se superposent au combat du Mouvement d'Emancipation du Delta du Niger (MEND). En attaquant les installations pétrolières des entreprises des Pays impérialistes (notamment la France avec Total), en intensifiant leurs confrontations avec l'armée gouvernementale, le MEND, avec d'autres orga-



nisations, reçoit le soutien des travailleurs surexploités de la région. Il y a fort à parier que l'impérialisme français joue une carte dans les luttes intestines du peuple nigérian. Une partition des zones pétrolifères lui permettrait de s'assurer le contrôle de formidables ressources.

Dans le même temps, Nicolas Sarkozy rendait une amicale visite à Ali Bongo. le 24 Février, le président français arrive à Libreville et rend hommage au défunt Omar Bongo, zélé serviteur des intérêts de la Françafrique. Ce geste donne le ton de la visite. Rappelons qu le gouvernement français par la voix de Robert Bourgi (conseiller es affaires africaines auprès de Nicolas sarkozy) se prononça, avant les élections, pour la victoire d'Ali Bongo (le candidat de la France) qui, curieusement, gagna ls élections avec un score stalinien. En dehors des relations étatiques, le Gabon

est devenu l'un des camps retranchés de l'impérialisme français en Afrique. Avec le Togo, le Congo-Brazzaville, le Mali, la bourgeoisie française. Le Mali (voir entretien ci après avec des militants maliens) justement où le président français faisait une escale entre le Gabon et la France.

Dernier élément à porter au crédit de l'impérialisme français en Afrique : le soutien à la réélection de Faure Gnassingbé au Togo. il n'y a pas de raisons que le fils du sanglant Gnassingbé Eyadéma trouve moins grâce aux yeux de l'impérialisme que le fils d'Omar Bongo. Sarkozy lui a donc adressé ses félicitations alors même que des observateurs de l'UE critiquaient la tenue du scrutin.

Le combat contre l'impérialisme et ses appuis locaux est une question de survie pour les masses africaines. Mais les situations

que nous venons de voir posent sans ambiguïtés l'absence de perspectives politiques indépendante de l'impérialisme. Ce qui rejoint le principal obstacle à la victoire des luttes des travailleurs du monde entier : l'absence d'une organisation politique de classe qui ouvre la voie vers le socialisme.

Rémy

Pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan !

Les caisses de l'État seraient vides ! L'État vivrait au-dessus de ses moyens ! Depuis le début de la crise, le gouvernement use de ces arguments pour imposer la rigueur budgétaire et salariale, pour multiplier les contre-réformes.



Dans le même temps, le gouvernement débloque 360 milliards d'euros pour sauver les banques et 186 milliards d'euros sur cinq ans dont 39 milliards pour 2009 pour le budget de la défense.

Alors qu'il a supprimé plus de 50 000 postes dans l'éducation nationale en 4 ans et qu'il s'apprête à en supprimer encore davantage, alors qu'il compte supprimer 6 000 postes et ramener le nombre d'hôpitaux de 37 à 12 à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, le gouvernement

Privatisation des services publics (EDF, GDF, La Poste, SNCF, etc..), démantèlement annoncé des retraites par répartition, privatisation de l'éducation et de la santé, non-remplacement massif de fonctionnaires... Autant d'at-

taques qui remettent en cause les conquêtes sociales des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement cherche à nous faire travailler toujours plus, plus longtemps, pour un salaire de misère !

Avion de combat Rafale	
228 exemplaires = 32 milliards	→ Représente 3 ans de « déficit » des retraites !
1 heure de vol = 10 000 euros	→ Représente le coût d'une année d'étude pour un lycéen !
Avion de transport Airbus A400M	
50 exemplaires = 6,5 milliards	→ Représente presque 2 000 emplois de fonctionnaires, retraites comprises !
Missile nucléaire M51	
Développement = 30 milliards	→ Représente le montant du « déficit » de la Sécurité sociale pour 2010 !
60 exemplaires = 7,2 milliards	→ Représente les « économies » réalisées depuis 2007 par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et la casse du service public !
Prix à l'unité = 120 millions	→ Représente le déficit de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris et permettrait d'empêcher 6 000 licenciements !
Quatrième sous-marin nucléaire	
Développement = 180 milliards	→ Permettrait de loger le million de personnes n'ayant pas de logements, dans leur propre maison individuelle !
Prix à l'unité = 2,4 milliards	→ Représente un an de financement total des universités !
Avion présidentiel A 319	
Prix à l'unité = 185 millions	→ Représente 15 000 SMIC annuel !
Surcoût d'une heure de vol = 8 000 euros	→ Représente le coût d'une année d'étude pour un collégien !
Salaires	
1 soldat = 1 395 euros 1 lieutenant = 2 700 euros	→ 1 infirmière en début de carrière gagne 1 485 euros → 1 enseignant en début de carrière gagne 1 310 euros



Rafale et Mirage 2000 au dessus de l'Afghanistan

va recruter 15 000 nouveaux soldats par an dans les prochaines années.

Ce véritable effort de guerre, s'est déjà traduit par une augmentation du nombre de soldats français en Afghanistan, où le contingent français a récemment été porté à 4 000.

Cette guerre a déjà fait 11 000 civils morts en neuf ans. Voilà le bilan d'une guerre menée pour contrôler les ressources minières et naturelles et pour se partager le juteux marché de la reconstruction.

Alors que les licenciements se multiplient, que plus de 400 000 chômeurs arrivent en fin de

droits, le gouvernement prétend régler la crise à coup de missiles ? Et il n'y aurait pas d'argent ? Voilà ce que nous pourrions faire avec ces milliards !

L'argent existe pour garantir les retraites par répartition, pour faire embaucher davantage d'enseignants et de personnels hospitalier, mais pour cela il faut exiger le retrait immédiat des troupes françaises d'Afghanistan.

La constitution d'une commission d'enquête sur les mensonges de Tony Blair ou la chute du gouvernement néerlandais démontrent que les travailleurs rejettent cette sale guerre, comme ils rejettent les licenciements, les

privatisations et la casse des retraites.

Par la mobilisation unitaire, les travailleurs et les jeunes peuvent obtenir le retrait des troupes d'Afghanistan. Par le passé, la classe ouvrière a contribué au retour des troupes américaines lors de la guerre du Vietnam, et les troupes françaises lors de la guerre d'Algérie .

C'est pourquoi nous, GSI, appelons tous ceux, et toutes les organisations, qui veulent lutter pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à signer, à faire signer l'appel de syndicalistes de la CGT, de la FSU, du SEUL et des militants du GSI pour constituer des comités ! Seule l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse pourra faire reculer le gouvernement. **Prenons nos responsabilités, construisons les comités pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan !**

Paris le 23 mars 2010

De l'argent pour les retraites, la santé et l'éducation, pas pour la guerre :

Retrait des troupes françaises d'Afghanistan !

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courrier électronique (facultatif) :@.....

À : Date :

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) **ou** pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : **L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX**



Face à la mort d'Orlando Zapata Tamayo et les libertés à Cuba

La mort du prisonnier cubain Orlando Zapata Tamayo, après une longue grève de la faim, a provoqué une vaste polémique internationale. En fait, les circonstances du cas et sa répercussion internationale ont mis le doigt sur la façon de procéder du gouvernement cubain et sur la question, pour les organisations de gauche, de l'attitude à prendre en pareille circonstance. Beaucoup plus profondément, le débat nous mène à la question de ce qu'est actuellement l'Etat cubain, comme contexte général dans lequel il faut analyser le cas et prendre position.

Qui était Orlando Zapata Tamayo ?

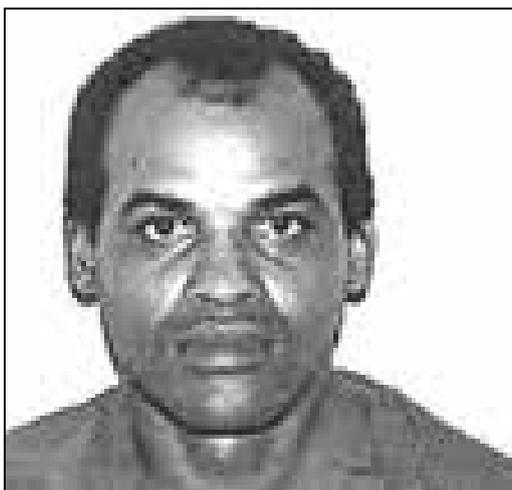
La majorité des organisations de gauche se sont engagées dans une défense à outrance du gouvernement cubain dénonçant la répercussion médiatique de l'événement comme une nouvelle campagne impérialiste contre ce qu'ils considèrent comme « le dernier bastion du socialisme ».

Le premier argument en ce sens est qu'il ne s'agissait pas d'un « prisonnier politique » mais d'un délinquant antisocial marginal, qui a profité de sa condition de prisonnier pour se présenter comme « dissident » et a commencé à être utilisé par les médias impérialistes. Mais cette accusation falsifie la réalité de façon grossière. C'est pourquoi, il est nécessaire de voir comment fonctionne le système pénal cubain et qui était réellement Orlando Zapata. En effet, c'est à partir de cette question que l'on peut commencer à comprendre la réalité de ce qui est arrivé.

Les organes officiels de Cuba, et ceux qui soutiennent leur politique, essaient de présenter Zapata Tamayo comme un « prisonnier de droit commun », en alléguant qu'il a été arrêté plusieurs fois durant les années 90, accusé d'infractions telles qu'« escroquerie », « désordre public » et « agressions ».

C'est sur la base de cette fiche judiciaire et policière que les organes du Parti Communiste cubain le caractérisent comme « délinquant ».

Le système judiciaire cubain est complètement vicié, pour les raisons que nous verrons plus loin. Mais supposons que Zapata Tamayo ait commis ces



infractions pour lesquelles il a été arrêté dans les années 90. Ces mêmes organes officiels « oublient » toutefois le fait qu'en décembre 2002, il a été arrêté, non pour une quelconque de ces infractions, mais pour être devenu un adversaire du régime. Granma, le journal officiel du Parti Communiste cubain, dit qu'il a été libéré sous caution le 9 mars le 2003 et que, toujours selon ce quotidien, « il aurait récidivé le 20 du même mois ». Quelle est la raison de cette dernière détention ? Que signifie pour Granma « récidiver » ?

Un prisonnier de conscience

La dernière détention a eu lieu parce que, avec d'autres personnes, il faisait une grève de la faim dans une maison, grève organisée par l'Assemblée pour Promouvoir la Société Civile. Par la suite, il est jugé et condamné pour « insolence, désordre public et désobéissance envers l'Etat », ce qui lui vaut une longue peine. Depuis lors, il a réalisé diverses protestations pour exiger sa liberté (et, en passant, de meilleures conditions de détention), qui ont abouti à la grève de la faim qui a mené à sa mort.

La Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de Réconciliation Nationale (CCDHRN), dirigée par l'avocat et dissident politique Elizardo Sánchez, le revendiquait comme prisonnier politique, et depuis 2004, Amnesty International le reconnaissait comme « prisonnier de conscience » (c'est-à-dire, pour ses convictions et non pour des infractions communes), exigeant sa liberté.

Il est très probable qu'Orlando Zapata (ou l'organisation à laquelle il était lié) ait des positions pro-capitalistes. Nous ne revendiquons en rien ses positions politiques ni ses idées. Toutefois, il n'a pas été arrêté parce qu'il était pour la restauration du capitalisme, mais parce qu'il réclamait des libertés démocratiques dans le pays. La confrontation réelle qui a eu lieu entre lui et le gouvernement cubain, confrontation qui l'a mené à la mort, a été que le régime politique n'accepte pas qu'on entreprenne des activités contre lui.

Il faut se demander ce qui c'est passé à Cuba au cours des dernières décennies, pour qu'un travailleur spécialisé, comme l'était Orlando Zapata dans les années 80, soit condamné à de longues années de prison, uniquement parce qu'il protestait contre le régime. Deuxièmement, il faut se demander pourquoi le gouvernement cubain a préféré le laisser mourir, plutôt que de faire une concession quelconque à un prisonnier de conscience, afin qu'il ne serve pas de « mauvais exemple ».

Une attitude qui indigné

Les circonstances de sa mort, et l'atti-

tude du gouvernement de Raúl Castro consistant à nier toute responsabilité, indigne ceux qui ont combattu et combattent contre les persécutions des militants de gauche et qui, dans les prisons des dictatures ou des pays impérialistes, ont dû souvent recourir à ce type de mesures.

Les indignent aussi, les déclarations de Lula, président du Brésil, qui s'est mis à défendre la répression de l'Etat cubain et a attaqué ceux qui font la grève de faim, en les comparant avec des « bandits brésiliens ». Lula « oublie » l'expérience elle-même de la lutte du peuple brésilien contre la dictature militaire et les nombreuses occasions dans lesquelles, à cette époque, les prisonniers politiques ont utilisé ce même outil, y compris quand c'était lui qui était en prison.

C'est d'autant plus grave alors qu'actuellement, l'impérialisme et les gouvernements capitalistes utilisent les accusations de « criminels » ou de « bandits » contre les luttes sociales, comme les occupations de terre, et attaquent les militants ouvriers, paysans ou indigènes qui combattent contre la grande propriété et le pillage des entreprises multinationales. En s'identifiant avec ces définitions à Cuba, Lula fait un joli cadeau à la droite : la possibilité de les utiliser dans le reste des pays du monde.

La révolution cubaine et la restauration

Il est impossible de comprendre la mort d'Orlando Zapata Tamayo sans la placer dans le cadre d'un processus économique et social beaucoup plus profond : la restauration du capitalisme qui a eu lieu à Cuba entre la fin des années 80 et à la moitié des années 90, mise en oeuvre par le régime du Parti Communiste.

Le processus ouvert avec la révolution de 1959, c'est-à-dire l'expropriation des entreprises de l'impérialisme étasunien et de la bourgeoisie cubaine, tout comme le début d'une économie avec planification centrale, ont fait de Cuba le premier Etat ouvrier du continent latino-américain. La révolution a donné lieu à des avancées immenses dans des secteurs comme l'éducation et la santé et dans l'amélioration générale du niveau de vie de la population. Aussi la pauvreté extrême et la misère ont été éliminées.

Cuba s'est transformé en un symbole de

ce que pouvait faire une révolution socialiste, et les dirigeants du processus, Fidel Castro et Che Guevara, ont acquis un immense prestige. Ils sont devenus une référence politique pour des millions de combattants et de révolutionnaires du monde. Toutefois, depuis le tout début de la révolution, la direction castriste s'est constituée comme une bureaucratie dirigeante qui, quelques années plus tard, serait intégrée à l'appareil stalinien mondial, centralisé à partir de la caste dirigeante de ce qu'était l'URSS.

Cette situation politique s'est manifestée dans l'appui de Fidel Castro à l'invasion de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968, ou dans son orientation pour le Front Sandiniste de Libération Nationale, en 1979, après que ce dernier avait renversé la dictature de Somoza, de ne pas faire du Nicaragua « un nouveau Cuba » (c'est-à-dire, de ne pas avancer vers la révolution socialiste). A l'intérieur de Cuba, Fidel Castro a empêché l'exercice de la

tage des bases de l'Etat ouvrier. Les piliers fondamentaux d'une économie planifiée (le plan central gouvernemental et le monopole du commerce extérieur) n'existent déjà plus et l'économie cubaine fonctionne selon les lois capitalistes du marché.

La restauration a signifié la perte ou la détérioration extrême de la majorité des conquêtes de la révolution et le retour des fléaux qui avaient été éliminés ou réduit au minimum, comme le chômage, la prostitution, la marginalité, la consommation de drogues et la délinquance (des faits reconnus, y compris par la direction cubaine elle-même). Le gouvernement de Raúl Castro continue à attaquer l'une après l'autre les conquêtes qui restaient : les salles à manger populaires, le livret de rationnement, et il réduit les budgets de santé et d'éducation. Les salaires des secteurs ouvriers de base sont misérables, et il n'y a pas de droit de grève ni d'organisation sous une forme indépendante de l'Etat.



démocratie ouvrière et a poursuivi non seulement les agents des « gusanos » de Miami mais aussi ses adversaires de gauche.

A fin des années 80 et au début des 90, la restauration capitaliste dans l'Est européen et la chute de l'URSS ont signifié un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange pour du pétrole et de la technologie avec ces pays. Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démon-

Tout comme en Chine, les capitaux étrangers cherchent à profiter des salaires extrêmement bas et des conditions propices pour l'accumulation de capital, afin d'engranger des profits extraordinaires : les investissements impérialistes de l'Europe et du Canada y croissent, de même que ceux de certains secteurs bourgeois du Brésil.

Une dictature capitaliste

Contrairement à ce qui s'est passé dans l'ancienne URSS ou dans les Etats de l'Est de l'Europe, où les responsables du processus de restauration capitaliste

(les régimes et les partis staliniens) ont par la suite été renversés par les masses, le processus cubain a suivi le « modèle chinois ». C'est-à-dire, les masses ne sont pas parvenues à renverser les régimes de parti des Partis Communistes, et ces derniers continuent à la tête de l'Etat, maintenant capitaliste (même s'ils continuent à parler de « socialisme » et d'en utiliser les symboles).

La majorité de la gauche a déjà commencé à reconnaître ce qui s'est passé en Chine, mais refuse de faire la même chose avec Cuba, qu'elle revendique comme « le dernier bastion du socialisme ». Il est vrai que la permanence de la direction des frères Castro, la même direction que celle qui a dirigé la révolution, peut mener à confusion. Il est vrai aussi que la reconnaissance de la restauration et de la réalité cubaine actuelle s'avère pénible pour ceux qui, comme nous, ont vu dans la révolution cubaine un grand espoir. Mais ceci ne peut jamais justifier la négation de la réalité et, moins encore, une politique totalement erronée sur la base de cette négation.

La réalité nous indique qu'aujourd'hui, à Cuba, il y a une combinaison désastreuse pour les travailleurs. D'une part, il y a un système économique capitaliste d'exploitation, le retour aux pires fléaux, et une recolonisation de l'île réalisée par les impérialismes européen et canadien. D'autre part, il y a un régime dictatorial et antidémocratique, devenu partenaire, promoteur et défenseur de la restauration capitaliste et de ses conséquences. En ce sens, le régime cubain est semblable au chinois : les mêmes personnages qui défendaient auparavant leurs privilèges comme bureaucratie, défendent maintenant à tout prix les nouveaux capitalistes et leurs affaires.

C'est une dictature qui empêche la liberté d'expression et réprime tout courant politique qui n'est pas d'accord avec sa ligne (quelle que soit sa position), une dictature qui, selon le rapport de la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN, liée à l'opposition), maintient non moins de 200 prisonniers politiques. Amnesty International, pour sa part, reconnaissait 58

prisonniers politiques en 2008. Qui plus est, à Cuba, il n'y a pas de processus judiciaire public, les auditions sont à huis clos, et on peut persécuter de manière implacable des travailleurs comme Orlando et les condamner à 30 ans pour le « crime » d'« insolence envers l'autorité ».

C'est une dictature qui craint comme la peste la liberté de manifestation : l'enterrement lui-même d'Orlando a fait l'objet d'un encerclement policier dans la petite ville de Banes, sans aucun



respect pour la douleur des amis et de la famille, afin d'éviter qu'il ne se transforme en un événement politique. Il y a eu plus de 60 détentions dans tout le pays pour éviter que les militants les plus proches de lui soient présents.

Il y a d'autres militants d'opposition qui combattent pour la liberté des prisonniers politiques : un dissident, le journaliste Guillermo Fariñas, est entré en grève de la faim chez lui, pour dénoncer la mort d'Orlando et pour la libération d'autres prisonniers. Encore une fois, la réponse du régime a été de dire qu'il n'assumait aucune responsabilité pour son éventuel décès et de l'accuser d'être un « agent des Etats-Unis ».

Un programme de libertés démocratiques

A l'époque où Cuba était un Etat ouvrier bureaucratique, il y avait déjà un débat intense sur ce pays dans la gauche. Pour la majorité des organisations, la défense de la révolution impliquait aussi l'appui inconditionnel à la direction castriste et son régime. Pour le courant qui constitue aujourd'hui la LIT-QI, il était nécessaire pour défendre ces conquêtes (tout comme en ex-URSS ou en Chine), de faire une révolution politique qui renverse la bureau-

cratie et impose un véritable régime de démocratie ouvrière. Car si le régime de la bureaucratie castriste restait en place, il finirait par restaurer le capitalisme. C'est ce qui s'est passé.

A ce moment-là, nous ne défendions pas les libertés pour les bourgeois ou les petit-bourgeois qui cherchaient à restaurer le capitalisme. Nous exigeons la démocratie ouvrière mais nous n'étions pas pour donner des libertés aux fractions politiques qui voulaient le retour de l'impérialisme ou qui conspiraient pour renverser l'Etat ouvrier, comme les « gusanos » de Miami.

Mais la réalité a changé : Cuba n'est plus un Etat ouvrier avec un régime bureaucratique, mais un Etat capitaliste régi par une dictature. Aujourd'hui, le centre de notre programme de revendications pour Cuba est la lutte frontale contre la dictature et pour les libertés démocratiques (syndicales, civiles et politiques) les plus vastes.

Tout révolutionnaire qui combat contre le capitalisme et pour le pouvoir pour la classe ouvrière sait qu'il faut différencier les différents régimes d'un Etat capitaliste, comme, par exemple, une dictature bourgeoise d'un régime démocratique-bourgeois. Face aux dictatures bourgeoises, nous combattons pour les libertés pour différents secteurs sociaux.

Par exemple, en Argentine, en 1976-1982, ou au Brésil, en 1964-1984, il y avait des secteurs bourgeois qui s'opposaient aux régimes dictatoriaux. En ces moments, tout militant de gauche s'opposait à ce que ces secteurs soient réprimés par les dictatures. Dans ces situations, nous combattons pour les plus amples libertés démocratiques pour tous les courants d'opposition, y compris bourgeois, pour permettre que le peuple s'organise et se mobilise contre ces régimes.

Cela ne signifiait pas du tout un compromis avec ces courants bourgeois ou pro-impérialistes, comme le radicalisme argentin ou le MDB brésilien, des courants que nous combattons politiquement. Dans ces cas, comme révolutionnaires, nous appelons à une vaste unité d'action, même avec ces secteurs bourgeois, pour combattre les dictatures, mais nous maintenons l'in-

dépendance de classe la plus absolue et nous construisons une alternative qui s'oriente vers le pouvoir ouvrier et la démocratie ouvrière. Cette unité d'action répond au fait que la classe ouvrière a besoin des plus vastes libertés démocratiques pour avancer dans son organisation.

Dans le cas actuel de Cuba, nous nous trouvons face à une situation semblable, au-delà des apparences et des discours. Comme révolutionnaires, nous devons combattre pour obtenir les libertés démocratiques qui facilitent l'organisation des travailleurs et la lutte pour faire la révolution socialiste (ou peut-être devions-nous dire, dans le cas cubain, « pour refaire »). Pour cela, nous revendiquons aussi de vastes libertés démocratiques, y compris pour les adversaires bourgeois et petit-bourgeois, et nous rejetons la répression contre les dissidents politiques, comme nous le ferions face à tout régime dictatorial bourgeois latino-américain.

C'est pourquoi, notre position dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo est que, indépendamment des positions pro-bourgeoises qu'il ait probablement eu, nous devons revendiquer sa liberté, et nous devons combattre pour la liberté des autres prisonniers politiques et de conscience qui réclament des droits humains et civils dans le pays. En

même temps, nous condamnons la façon d'agir du gouvernement cubain dans ce cas et nous le responsabilisons pour leur mort.

Défendre les libertés démocratiques à Cuba est la meilleure façon de présenter une alternative contre les manœuvres de l'impérialisme.

L'impérialisme utilise souvent les campagnes d'exigence de libertés démocratiques pour défendre ses intérêts politiques et économiques. Dans certaines occasions, cela le mène à mettre en question des dictatures. Ainsi, l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a fait, par exemple, avec la dictature argentine dans ses dernières années. Obama essaye de vendre aujourd'hui une image de ce type. Cela signifiait-il que nous devions défendre cette dictature, parce que Carter réclamait des libertés en Argentine ?

La gauche doit arborer, plus que jamais, les drapeaux démocratiques et de défense des droits de l'Homme à Cuba. Dans le cas contraire, ce serait les laisser entre les mains de l'impérialisme et de la droite, qui vont ainsi gagner du prestige auprès des travailleurs et des peuples du monde (et du peuple cubain lui-même) comme représentants de la « démocratie », et qui vont, comme

nous avons déjà vu, l'utiliser à leur service. Si la majorité de la gauche continue à soutenir la dictature cubaine, cela facilite la politique de l'impérialisme d'identifier la gauche et le socialisme avec le manque de démocratie.

La restauration du capitalisme a déjà eu lieu à Cuba, de la main de la direction castriste et au service des impérialismes européen et canadien. Revendiquer la façon d'agir du gouvernement cubain dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo (et plus généralement, toute l'action du régime) ne signifie pas aujourd'hui défendre (même à tort) le « dernier bastion du socialisme » mais, au contraire, défendre une dictature capitaliste. Ce serait défendre la dictature, non contre le système capitaliste et l'impérialisme, qui sont déjà de retour dans l'île, mais contre les nécessités des travailleurs et du peuple cubains. L'issue, pour Cuba, est de construire une alternative ouvrière indépendante qui fait face à la dictature castriste et à l'impérialisme et qui combat pour une nouvelle révolution socialiste.

(Suite de la page 20)

des droits, de perdre des emplois et de l'argent public pour sauver les banques, les multinationales et les grands entrepreneurs.

Comme partout dans le monde, au Brésil aussi il y a des luttes importantes de résistance, même si elles sont encore loin d'être à la hauteur des besoins de notre classe.

C'est dans ce sens que c'est pour nous une victoire importante, même dans une situation défensive des luttes et sans une montée importante, que nous pouvons avancer dans la construction d'un organisme de Front Commun d'Organisations Ouvrières, avec la participation de différents secteurs de la gauche brésilienne.

Nous voudrions compter avec la participation de délégations de la gauche internationale, que se soit pour pouvoir connaître l'expérience que nous sommes en train de développer, ou pour

pouvoir participer aux débats sur le programme, l'approche et la pratique syndicale, la structure et le fonctionnement. Il s'agit de thèmes qui font partie du bilan nécessaire pour tout secteur du syndicalisme de gauche conséquent, où que ce soit dans le monde.

Le 7 juin, nous allons organiser une réunion avec tout les représentants de délégations internationales, afin de pouvoir discuter d'un projet de collaboration et de solidarité internationaliste.

Nous sommes convaincus que nous ne serons pas capables d'avancer dans la construction d'une alternative de gauche au Brésil si ce n'est sur la base des principes de l'internationalisme de notre classe, autant dans le sens des actions de solidarité internationales que dans le débat et l'échange d'expériences qui se développent en différents endroits dans le monde.

Conlutas et la Coordination Nationale du Congrès de Réunification réitérent

leur invitation et espèrent pouvoir compter avec la présence de tous, pour nous accompagner aussi bien dans le Congrès de Conlutas des 3 et 4 juin que dans le Congrès d'Unification des 5 et 6 juin. Ce sera un grand plaisir de pouvoir vous recevoir au Brésil en juin. Les deux événements auront lieu dans la ville de Santos, à environ une heure de São Paulo.

Nous attendons votre communication afin de pouvoir vous recevoir :

Dirceu Travesso

Tél. 55 11 76731466 -
55 11 76731466 -

Conlutas

55 11 31068206 -
55 11 31068206

di.di@uol.com.br

secretaria@conlutas.org.br



Une invitation aux organisations et militants de la gauche syndicale internationale

Brésil

Les 3, 4, 5 et 6 juin prochains auront lieu au Brésil deux congrès importants des secteurs de la gauche syndicale brésilienne. Les 3 et 4 juin aura lieu le congrès de Conlutas, une organisation syndicale et populaire fondée en 2004, de laquelle participent quelques 400 organisations : des syndicats, des groupes d'opposition dans des syndicats, des mouvements populaires, estudiantines et de lutte contre l'oppression. Dans ce Congrès sera à l'ordre du jour une unification avec l'Inter-syndicale, une organisation qui rassemble en son sein d'autres secteurs de la gauche syndicale brésilienne, ainsi qu'avec d'autres organisations telles que Pastorale Ouvrière, le MTST (Mouvement des Travailleurs Sans Toit), le MTL (Mouvement Terre et Liberté) et le MAS (Mouvement Avancée Syndicale).

Le Congrès d'Unification, qui aura lieu les 5 et 6

juin, est en préparation à partir du Forum Social de Belém qui a eu lieu au début de 2009.

Nos différentes expériences d'organisation syndicale et populaire sont la manifestation de la faillite du projet de syndicalisme « de gauche » combatif, indépendant, classiste et anti-impérialiste, entamé par la CUT à la fin des années 70 au Brésil.

Avec l'arrivée de Lula et du PT au gouvernement, la CUT a connu une avancée qualitative dans la bureaucratization (avec des méthodes qui mettent en question la démocratie ouvrière), dans la subordination à l'appareil de l'Etat et dans le virage à droite pour une politique de collaboration de classes.

La crise économique impérialiste mondiale, une crise profonde et qui est loin

d'arriver à sa fin, a montré une fois de plus l'impuissance des vieux appareils bureaucratiques syndicaux pour répondre aux besoins de notre classe. Les attaques profondes de l'impérialisme et de ses gouvernements dans le monde entier contre les travailleurs ont lieu aussi au Brésil, de même que la logique de collaboration de classes défendue par les appareils bureaucratiques, qui acceptent d'abandonner

(Suite page 19)



<http://www.gsi-litqi.org/>

Sommaire du n° 97

- ✓ Edito. Grèce : un « accord préventif » contre-révolutionnaire. p.2
- ✓ Manifestation du 23 mars... p.3
- ✓ Des élections régionales encadrées par la lutte des classes. p.4
- ✓ Revue de presse sociale. p.5
- ✓ Gibert Joseph : construisons le syndicat... p.7
- ✓ Non à la liquidation des hôpitaux publics à Paris. P.8
- ✓ La petite enfance attaquée. p.9
- ✓ Dossier jeunes. p.10 à 13
- ✓ Afrique : le poids de l'impérialisme et des potantats... p. 13
- ✓ Pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. p.14
- ✓ Courrier International n°157—Cuba. p.16
- ✓ Brésil—Invitation de Conlutas. p.20